

Les étudiants et ouvriers grecs dans le fond mai 68 du CHS

par Eugenia Palieraki

La participation des Grecs résidant en France aux mobilisations de mai-juin 1968 est imbriquée avec une autre lutte que ceux-ci livrent au même moment : contre la dictature instaurée en Grèce (1967-1974). Certes, cette dernière dépasse le cadre chronologique de mai-juin 68. Mais la lutte antidictatoriale grecque trouve dans les événements français une magnifique caisse de résonance et, pour certains de ses protagonistes, une voie de radicalisation et d'internationalisation de leur action¹.

Pendant que les mobilisations étudiantes commencent à ébranler la France de De Gaulle, en Grèce, la dictature militaire instaurée par les Colonels le 21 avril 1967 vient tout juste de célébrer son premier anniversaire. En un an, tous les partis d'opposition ont été bannis. Y compris la droite qui, alliée à la monarchie, a tenté un contre-coup d'Etat en décembre 1967. A partir d'avril 67, de nombreux opposants à la dictature quittent le pays. La plupart appartiennent à une gauche communiste qui n'a pas pu opposer de résistance au putsch. Ils sont nombreux et nombreuses à quitter légalement le pays, les plus jeunes ayant comme prétexte des études à l'étranger. Leurs passeports en règle et le fait qu'ils ne soient pas connus des services de police leur permettent un retour plus ou moins fréquent en Grèce pendant toute la durée de la dictature, dressant ainsi des ponts entre la résistance naissante et les mobilisations sociales et contestations révolutionnaires qui secouent une bonne partie de l'Europe des « années 68 ».

Plus rares sont ceux qui, après avoir passé des semaines ou des mois en prison pour leur participation à des actes de résistance courageux, mais isolés et à l'impact limité, se retrouvent en exil avec l'impossibilité de rentrer en Grèce. Parmi eux, il y a des trotskistes, des eurocommunistes, mais aussi des militants de la jeunesse de l'Union du centre, parti modéré et patriotique de centre-gauche, radicalisé par le coup d'Etat. Les militants et militantes (plusieurs femmes font, en effet, partie de ces structures clandestines) arrêté.e.s, puis libéré.e.s, se voient obligé.e.s de quitter la Grèce pour avoir la vie sauve. Les deux principales destinations sont Paris et l'Italie.

A Paris, celles et ceux qui quittent la Grèce des Colonels viennent grossir les rangs d'une communauté déjà nombreuse et bigarrée. Elle se compose d'étudiants qui, le soir même du 21 avril 1967, organisent près de la Cité U une première manifestation dénonçant le coup d'Etat. Ils participent également à la création d'une coordination d'étudiants grecs contre la dictature, dont le premier congrès européen a justement lieu à Paris, un mois seulement après le coup d'Etat.

Le rôle crucial que joue Paris dès 1967 comme lieu de réunion et de coordination de la résistance à la dictature grecque est dû à des raisons historiques. Depuis le 19^e siècle, Paris est l'une des destinations de choix des intellectuels libéraux grecs. A partir des années 1930, l'Association des Etudiants Hellènes à Paris (A.E.H.P.) est formée, qui organise des activités culturelles et politiques sur la Grèce. On la retrouve en mai-juin 1968, lorsqu'elle se félicite de la « libération » du Pavillon grec de la Cité Universitaire par un « mouvement spontané d'étudiants et d'intellectuels grecs », appelant dans le même mouvement à « l'autogestion » du Pavillon et à une « action antifasciste » qui rompe les liens unissant le Pavillon à l'ambassade grecque. Cette dernière était, selon A.E.H.P., au service de la dictature et choisissait les

¹ Ceci explique pourquoi les documents du Fonds mai 68 du CHS qui concernent la Grèce datent non seulement de 1968, mais aussi de 1969. Ceux de 1969 se réfèrent à des projections de Z de Costa-Gavras faites à Censier, Vincennes et d'autres universités franciliennes ou encore à la campagne de solidarité avec des cadres du parti communiste grec. Doc 1_mai_68_4D2_13, doc datant du 21/5/69 + (4D2_12).

résidents en fonction de leurs crédos politiques et pas sur critères sociaux (doc D42/16, juin 1968). Ce même mélange de revendications liées au fonctionnement de la Cité U et de positions politiques antidictatoriales est présent, d'ailleurs, dans les pétitions et manifestes d'autres Pavillons, comme celui de l'Argentine.

Le vocabulaire politiquement engagé du manifeste de l' A.E.H.P. ne doit pas surprendre. Son orientation progressiste, présente dès ses débuts, se renforce après 1945 et l'arrivée à Paris de jeunes intellectuels engagés qui fuient un pays au bord de la guerre civile. En font partie Cornelius Castoriadis et Kostas Axelos. Ce dernier, collaborateur d'Edgar Morin et partageant avec Sartre la critique du stalinisme et son internationalisme, est l'un des signataires d'une pétition datée de juin 1968, présentée conjointement par les pavillons occupés d'Afrique, d'Argentine, d'Espagne, de Grèce et du Maroc, pétition signée aussi par Sartre².

La communauté grecque de Paris se compose également d'intellectuels, d'artistes ou de professions libérales, issus de la diaspora d'Afrique ou euro-asiatique, tels l'architecte George Kandilis né à Bakou. Ou encore, Nikos Papatakis, "Nico" pour ses amis, Grec d'Ethiopie qui après avoir soutenu à 17 ans Selassie contre les Italiens, s'installe en France, devient propriétaire d'une boîte de nuit, puis, réalisateur de films, dont un clandestinement tourné en Grèce en 1968 et un autre soutenant le FLN algérien. Kandilis et Papatakis sont aussi des signataires de pétitions de la Cité U³.

Enfin, la communauté grecque de Paris se compose d'entrepreneurs contrôlant la très droite institution communautaire *Koinotita*, mais aussi par de nombreux travailleurs, surtout des ouvriers embauchés par l'industrie automobile française. Les militants communistes sont majoritaires parmi ces derniers. C'est là l'une des raisons pour lesquelles la jonction entre ouvriers et étudiants grecs, majoritairement trotskistes, guévaristes ou socialistes ne se fait pas en mai-juin 1968 - alors qu'elle semble se produire dans le cas des Portugais et des Espagnols -. Dans le fonds du CHS, il existe des traces d'une seule tentative de convergence, sans suites (doc n°3832, 29 mai 68, qui annonce la tenue par les étudiants grecs de la Cité U d'une soupe populaire en soutien aux grévistes de la même nationalité). Puis, il y a le compte-rendu de cette AG à la Sorbonne, où un délégué étudiant grec se lamente de l'absence dans les mobilisations parisiennes d'ouvriers de son pays, alors qu'ils sont nombreux à travailler pour l'industrie française⁴.

Les étudiants et intellectuels grecs sont donc surreprésentés tant dans les réseaux parisiens de solidarité avec la résistance à la dictature grecque que dans les événements de mai-juin 1968 à Paris. La Cité Universitaire est, pour leur action, une scène importante (en tout cas, c'est dans cet espace-là que l'identité grecque des mobilisés est revendiquée). A la Cité U, la mobilisation commence le 17 mai par l'occupation de la Maison d'outre-mer⁵. Des notes prises lors de la réunion de coordination tenue le 21 au soir précisent que l'occupation est votée pour le Pavillon du Maroc, du Portugal et de l'Espagne. La Maison internationale est fermée, mais quant au « Reste : apathie »⁶. Pourtant, le lendemain, l'action s'étend à deux autres pavillons : la Fondation hellénique (nom officiel du Pavillon grec) et la Maison de l'Argentine.

Malgré leur entrée quelque peu tardive dans l'action, le discours des premiers occupants du Pavillon grec est sans ambages militant. Dans le manifeste écrit et distribué le 22 mai, l'occupation de la Fondation hellénique est présentée comme imbriquée avec la participation des étudiants grecs aux événements de mai-juin 68 et cette dernière comme intimement liée avec la résistance à la dictature grecque. « L'occupation est autant un acte de résistance au

² Avant le 15 juin 1968, doc n°3862, p.105 du PDF.

³ *Ibid.* Egalement doc n°3868, 17 juin 1968, p.117 du PDF.

⁴ Comité des Trois Continents, *Tricontinentale Sorbonne* [Bulletin], Début juin 1968, p.57 (p.214 du PDF).

⁵ (doc D42/18)

⁶ *Ibid.*, p.2.

fascisme grec qu'un acte de participation au mouvement populaire français »⁷. Elle est aussi décrite en termes d'« action directe », reprenant le terme cher aux autonomes, et d'« initiative » révolutionnaire, visant à créer un « territoire grec libre »⁸. Ce qui n'est pas sans rappeler Cuba, « premier territoire libre des Amériques » après la Révolution de 1959 menée par Fidel Castro.

En effet, les accointances des militants grecs de la Cité U avec les révolutions et révolutionnaires latino-américains semblent nombreuses. Ces premiers appartiennent à des organisations petites et de fondation récente, souvent issues du centre-gauche, et mélangeant fougue patriotique⁹ et admiration pour les mouvements du Tiers Monde et les guérillas latino-américaines. C'est le cas du Mouvement du 29 mai (M29) créé à Salonique en 1967, dont le nom renvoie à la tradition révolutionnaire cubaine et guévariste, et qui affirme que « la lutte armée est la forme fondamentale de notre lutte politique »¹⁰. Il n'est pas impossible que ce groupe soit rentré en contact avec les théories révolutionnaires latino-américaines, et avec des étudiants révolutionnaires brésiliens et argentins, justement à la Cité U en mai-juin 68. Le document de huit pages rédigé par le M29 faisant partie du fonds du CHS est une perle rare : il s'agit du premier document d'analyse produit par M29. Il est rédigé à Paris, daté du 29 mai 1968, premier anniversaire de l'organisation dont seront issus quelques militants qui opteront pour la lutte armée dans la Grèce de la transition démocratique.

Cependant, toutes les organisations de résistance ne se reconnaissent pas dans les appels du M29 à la lutte armée. Le mouvement antidictatorial grec est, en effet, très divisé et pas uniquement au sujet des moyens à utiliser dans la lutte contre la dictature. Mai-juin 68 survient quelques mois seulement après la division du Parti communiste grec - KKE en deux organisations : le KKE proche de Moscou et l'eurocommuniste KKE esoterikou. Après le coup d'Etat, le front étudiant et de jeunesse de ce dernier, « Rigas Ferraios » - en hommage à l'intellectuel de renom de la guerre d'indépendance grecque, aux débuts du 19e siècle - organise des actions de résistance en Grèce et tient un rôle de premier plan dans la mise en place des réseaux de solidarité en Europe occidentale¹¹.

Dans les documents du CHS sur la Grèce ces liens transnationaux, qui se tissent dans le contexte des mobilisations de la Cité U en mai-juin 1968 entre militants se mobilisant contre les dictatures grecque, argentine, brésilienne, portugaise et espagnole, sont très visibles. Dans leur premier manifeste, du 22 mai, les occupants de la Fondation hellénique affirment : « Nous ici, étudiants et travailleurs grecs, [...] participons en tissant des liens de combat avec nos camarades, étudiants et travailleurs de l'Espagne et du Portugal fascistes, et nous essayons d'utiliser l'expérience de cette lutte, l'enthousiasme et l'inspiration pour notre résistance populaire, grecque, contre la junte militaire »¹². A travers l'occupation conjointe et la création d'un comité de coordination entre pavillons occupés et luttant contre des dictatures européennes ou latino-américaines, à travers les débats qui ont lieu et les échanges d'expériences, semble se forger progressivement la conviction que la lutte des Grecs, des Espagnols, des Portugais, des Argentins ou encore des Brésiliens contre la dictature de chacun de ces pays est, dans les faits, une lutte commune¹³. La France est un terrain de lutte global et les mobilisations de mai-juin 68 posent des défis politiques tout aussi globaux :

⁷ doc n°3818, 22 mai 1968. Voir également document n°3814, 22 mai 1968.

⁸ *Ibid.*

⁹ Voir doc 3815-3816 signé par le Comité d'information, 27/5/1968.

¹⁰ Doc 3833-3837, daté du 29 mai 1968, p.49-56 du PDF.

¹¹ Doc. 4D2_14.

¹² doc n°3815, 22 mai 1968 (original en grec).

¹³ Par exemple, les occupants du pavillon grec mettent en avant les mêmes arguments légaux et la même demande présentée aussi par le Pavillon argentin. doc 3878, mai-juin 68, p.137: Ils demandent que soit déliée la gestion de la Fondation hellénique des autorités « fascistes » d'Athènes et que la gestion du Pavillon grec soit assurée par les Universités de Paris.

colonisation, dépendance économique et politique, lutte contre les dictatures militaires en Europe et en Amérique latine, et complicités des pays occidentaux avec les régimes autoritaires du « Tiers Monde ».

La convergence entre mobilisations sociales françaises et lutte antidictatoriale grecque, et entre cette dernière et les mobilisations antidictatoriales d'autres pays, n'est pas politiquement insignifiante, car elle serait trop ponctuelle et limitée dans le temps. Les liens tissés en mai-juin 68 dans l'action sont durables, et ils sensibilisent la société civile française à la cause antidictatoriale grecque au-delà de la seule année 68. En parallèle, mai-juin 68 a un impact durable sur les militants grecs qui l'ont vécu et par leur biais, sur la gauche grecque de la dictature, de la transition démocratique et jusqu'à nos jours. En 1973, les mobilisations étudiantes d'Athènes et de Salonique constituent, pour le régime militaire, un premier tremblement de terre. Mai-juin 68 est une référence qui y occupe une place centrale. Non pas que les événements français soient la cause des mobilisations étudiantes grecques. Mais ils nourrissent bel et bien un imaginaire transnational et légitiment un protagonisme étudiant contestataire, voire révolutionnaire, y compris en dehors de la France. Les événements de mai-juin 68 sont aussi des expériences politiques décisives pour toute une génération de militants eurocommunistes, ceux-là mêmes qui ont contribué des années plus tard à la formation de Synaspismos, puis de Syriza.